COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 30 juin 2021 CDPC(2021)8

COMITÉ EUROPÉEN POUR LES PROBLÈMES CRIMINELS

(CDPC)

LISTE DES DÉCISIONS

79e RÉUNION PLÉNIÈRE

Strasbourg, 28-30 juin 2021

Téléconférence

Le CDPC, réuni à distance par visioconférence sous la présidence de M. Jesper Hjortenberg (Danemark), a décidé :

1. Ouverture de la réunion par M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

de prendre note des remarques liminaires de M. Kleijssen et en particulier :

- de la nécessité que le CDPC continue de se réunir en ligne, tout en menant ses travaux comme prévu ;
- de la mise en œuvre du cadre stratégique du Conseil de l'Europe et de ses effets (à savoir le cycle de programmation quadriennal associé à deux budgets bisannuels) ;
- des informations selon lesquelles la Présidence hongroise du Conseil de l'Europe envisage d'accueillir à Budapest, le 5 octobre de cette année, une conférence des ministres de la Justice consacrée à la numérisation de la justice et à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les procédures judiciaires. Elle sera précédée le 4 octobre d'une table ronde sur les nouveaux moyens de communication pour la coopération internationale en matière pénale ;

- du rôle important que le CDPC jouera dans l'élaboration d'un instrument sur l'IA et le droit pénal en lien avec la conduite automatisée de véhicules ;
- de l'importance du deuxième domaine prioritaire, à savoir la protection de l'environnement, dans lequel l'élaboration éventuelle d'un nouvel instrument juridique est attendue avec beaucoup d'attention. À cet égard, il convient de prendre note du rôle très apprécié du Comité dans l'élaboration d'instruments juridiques de première importance au fil des années, malgré certaines difficultés dues aux domaines sensibles qui font l'objet de cette réglementation ;
- de la finalisation par le PC-CP du projet de recommandation concernant l'évaluation, la gestion et la réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'une infraction sexuelle et de son projet d'exposé des motifs ;
- de l'organisation de la 26e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation, qui aura lieu en septembre au Portugal ;
- des travaux effectués par le PC-OC, notamment au sujet de la coopération avec le Parquet européen et des premières étapes vers l'élaboration d'un nouveau protocole à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale adoptée en 1959, pour asseoir cette coopération sur une base juridique solide, en concertation avec la Commission européenne ;
- de l'organisation réussie, le 5 mai de cette année, par le ministère allemand de la Justice dans le cadre de la Présidence allemande du CM, de la Conférence sur le renforcement de la coopération internationale en matière pénale, qui a traité de sujets importants, tels que la coopération avec le Parquet européen dans le cadre de l'entraide judiciaire et plusieurs faits nouveaux concernant l'extradition ;
- des premiers travaux du CDPC en vue de l'élaboration d'une nouvelle recommandation sur les droits des victimes.

2. Adoption du projet d'ordre du jour

- d'adopter le projet d'ordre du jour de la réunion (la liste des participants et l'ordre du jour figurent aux annexes I et II, respectivement) ;

3. Informations fournies par le président, les délégations du CDPC et le secrétariat

- de prendre note des informations fournies par son président, M. Jesper Hjortenberg, et par le secrétariat sur les activités menées depuis sa dernière réunion plénière, ainsi que sur les évolutions récentes présentant un intérêt pour ses travaux, notamment les conclusions de la dernière réunion du Bureau du CDPC ;

- de prendre note du fait que les élections visant à pourvoir les sièges vacants au Bureau du CDPC devraient en principe se tenir lors de la réunion plénière du CDPC qui aura lieu en décembre 2021 ;

4. **Activités achevées, en cours et futures du CDPC**

a. Projet de mandat du CDPC (2022-2025)

- de prendre note des informations fournies par le secrétariat concernant le projet de mandat du CDPC pour les quatre prochaines années (2022-2025), tel qu'il a été élaboré par le secrétariat et soumis au Bureau pour examen lors de sa dernière réunion en mars 2021, puis au CDPC pour observations écrites. Ce projet de mandat, ainsi que ceux de tous les autres comités du Conseil de l'Europe, feront l'objet d'une procédure interne jusqu'à leur adoption définitive par le Comité des Ministres après les vacances d'été ;

- de charger le secrétariat de tenir les membres du CDPC régulièrement informés de l'avancement de la procédure interne et de la date à laquelle le projet de mandat sera examiné par le Comité des Ministres ;

b. Plan d'action sur le trafic de migrants

- de prévoir, afin de lancer la mise en œuvre du Plan d'action sur le trafic de migrants (adopté en août 2020 et suspendu en raison de la situation liée à la pandémie), que le président et le secrétariat examinent en septembre la meilleure manière de mettre en œuvre le point n° 1 du plan d'action (« Faire face aux difficultés rencontrées aux niveaux de l'enquête, des poursuites et de la procédure judiciaire dans les affaires liées au trafic de migrants ») et qu'ils fassent rapport à la plénière en décembre 2021 ;

c. Protection des témoins et des collaborateurs de justice

- de tenir un échange de vues avec M. Jesper Hjortenberg, président du Groupe de travail sur la protection des témoins et des collaborateurs de justice (CDPC-PWCJ), qui a présenté des informations sur les délibérations de la 2e réunion, qui a eu lieu le 7 mai 2021 en ligne.

- de prendre note des propositions formulées par le groupe de travail pour la mise à jour de la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice ainsi que des informations concernant le fait que le projet de texte n'est toujours pas consolidé et qu'une autre réunion du groupe de travail est envisagée avant la prochaine réunion plénière du CDPC qui se tiendra en décembre 2021 ;

d. Crimes de haine

- de tenir un échange de vues avec Triantafillos Loukarelis, président du CDADI, qui a donné des informations au sujet du Comité d'experts sur les crimes de haine (ADI/PC-CH), organe subordonné du CDADI et du CDPC, en particulier sur le projet attendu de nouvelle recommandation générale du Comité des Ministres sur les crimes de haine ;

- d'examiner et de prendre en compte le projet de mandat de l'ADI/PC-CH, qui court du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, ainsi que les tâches et actions prévues dans ce document, qui prévoit d'inviter les membres du CDPC à désigner cinq représentants du plus haut niveau possible dans les domaines de l'égalité et des politiques de non-discrimination et d'inclusion, ainsi que du droit pénal et des politiques criminelles, notamment la prévention du crime, les droits des victimes et la justice pénale ;

- de nommer Mme Stephanie Oener (Autriche), Mme Marion Adam (France), M. Anne Postma (Pays-Bas), Mme Corinna Tammenmaa (Finlande) et un représentant du Royaume-Uni dont le nom sera communiqué au secrétariat en temps utile.

6. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – Échange de vues avec la présidente, Mme Annie Devos

- de procéder à un échange de vues avec Mme Annie Devos (Belgique), présidente du PC-CP, sur les activités passées et futures du PC-CP ;

- de noter que deux réunions du groupe de travail du PC-CP se sont tenues sous une forme hybride en 2021 (les 3 et 4 février et les 11 et 12 mai) et ont rassemblé à distance plus de 60 participants d'une vingtaine d'États membres et observateurs, ainsi que de prendre acte des rapports de réunion correspondants (PC-CP(2021)1 et PC-CP(2021)10) ;

- de noter que le PC-CP tiendra sa réunion plénière les 22 et 23 novembre 2021 (normalement selon le format habituel), laquelle commencera par une demi-journée de commémoration du 40e anniversaire de sa création, le 22 novembre 1981. Seront inscrits à l'ordre du jour le traitement, par les services pénitentiaires et de probation, des auteurs d'infractions atteints de handicaps ou de troubles mentaux, ainsi que les aspects éthiques et organisationnels de l'utilisation de l'intelligence artificielle par les services pénitentiaires et de probation ;

- de noter que deux questionnaires relatifs à la santé mentale des auteurs d'infractions ont été transmis aux services pénitentiaires et de probation nationaux, et qu'un nombre relativement élevé de réponses ont été reçues : voir les documents PC-CP(2021)4, PC-CP(2021)5 et PC-CP(2021)8 (analyse quantitative préliminaire des réponses) ;

- de prendre note du document PC-CP(2021)3, document d'orientation aux fins d'une future recommandation du Comité des Ministres sur l'intelligence artificielle ;

a. Projet de recommandation du CM concernant l'évaluation, la gestion et la réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'une infraction sexuelle et son projet d'exposé des motifs :
document PC-CP(2019)3Rev14

- de remercier le PC-CP pour son travail remarquable et d'examiner, de finaliser et d'approuver le projet de recommandation concernant l'évaluation, la gestion et la réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'une infraction sexuelle et son projet d'exposé des motifs, qui ont été modifiés en février 2021 par le groupe de travail du PC-CP en tenant compte des observations et des propositions formulées lors de la dernière réunion plénière du CDPC en 2020. Cette 14e version du texte a également fait l'objet d'observations de la part des organisations et organes suivants : l'International Association for the Treatment of Sexual Offenders (IATSO), la National Organisation for the Treatment of Abuse (NOTA), les Centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAVS), la division néerlandaise de l'Association for the Treatment of Sexual Abusers (NL ATSA), l'Association for the Treatment of Sexual Abusers (ATSA) et le Forum européen pour la justice réparatrice (EFRJ), ainsi que le comité consultatif de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE nº 108) ;

- de charger le secrétariat de soumettre le projet de recommandation au Comité des Ministres pour son adoption définitive. L'exposé des motifs devra également être transmis au Comité des Ministres pour information ;

b. Vingt-cinquième Conférence du Conseil de l'Europe des directeurs des services pénitentiaires et de probation (CDPPS) (tenue en ligne les 9 et 10 novembre 2020 depuis Strasbourg) et 26e CDPPS (20-21 septembre 2021 au Portugal)

- de prendre note du projet de programme de la 26e conférence et du fait que les conclusions de la 25e CDPPS seront examinées lors de la 26e CDPPS, intitulée « Prendre l'avantage sur la pandémie », qui abordera notamment les effets de la covid-19 sur la santé mentale des auteurs d'infractions et du personnel des services en question, ainsi que sur l'augmentation de l'utilisation des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle par les services pénitentiaires et de probation ;

c. Demande de statut d'observateur

- d'examiner les demandes d'octroi du statut d'observateur auprès du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) soumises : i) par la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) ; ii) par l'Association internationale des services correctionnels et pénitentiaires (ICPA) et iii) par le Forum européen pour la justice réparatrice (EFRJ), ainsi que le document PC-CP(2021)2, dans lequel figure une liste des critères éventuels d'obtention de ce statut ;

- d'approuver les critères généraux d'octroi du statut d'observateur qui pourraient être appliqués pour les futures demandes de ce type soumises au CDPC et à ses comités subordonnés ;

- d'approuver à l'unanimité l'octroi du statut d'observateur à l'EFRJ et à l'ICPA, étant donné que des relations et une coopération avec ces organisations sont déjà établies, et de ne pas accorder ce statut à la FSESP, en raison de l'absence de relations entre cette organisation et le PC-CP ;

d. Éléments d'information

- de constater que l'ensemble des tâches figurant dans le mandat actuel du PC-CP ont été remplies, ou qu'elles le seront avant la fin de l'année en cours, et de prendre note du projet de mandat du PC-CP pour la période 2022-2025, en particulier des tâches et actions prévues dans ce document ;

- de prendre note de la publication, le 8 avril 2021, des données SPACE I pour 2020 (statistiques sur les services pénitentiaires) et, le 8 juin 2021, des données SPACE II pour 2020 (statistiques sur les services de probation), et du fait qu'elles ont comme d'habitude beaucoup attiré l'attention des médias ;

- de prendre note du fait que l'équipe du projet SPACE a recueilli et publié à deux occasions, depuis le début de la pandémie, des données sur la situation relative à la covid-19 dans les prisons ;

- de noter que dans le cadre du projet cofinancé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en lien avec SPACE, une conférence en ligne intitulée « Trois décennies de statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale en Europe : méthodes, tendances et impact sur l'élaboration des politiques » a eu lieu les 22 et 23 mars 2021. La publication des actes de cette conférence, tout comme de ceux de la précédente conférence tenue dans le cadre de ce même projet et intitulée « Évaluer la cybercriminalité à l'ère de la covid-19 : le rôle des statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale » (29-30 octobre 2020), devraient être disponibles avant la fin de l'année 2021 ;

7. Intelligence artificielle et droit pénal

- de tenir un échange de vues avec M. Kristian Bartholin, co-secrétaire du CAHAI (Comité ad hoc du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle) sur les évolutions récentes et, surtout, sur les projets de ce comité et les activités qu'il a prévues ;

- de prendre note du fait que, lors de sa dernière réunion plénière tenue en novembre 2020, le CDPC a décidé de constituer un groupe de travail pour élaborer un instrument sur l'intelligence artificielle et le droit pénal, et que le Bureau a par la suite, lors de sa réunion tenue en mars de cette année, finalisé et approuvé le projet de mandat du comité de rédaction du CDPC sur l'élaboration d'un instrument relatif à l'intelligence artificielle et au droit pénal en lien avec la conduite automatisée de véhicules, et a décidé de le soumettre à la plénière du CDPC qui aura lieu en juin en vue d'organiser la première réunion du groupe de travail après les vacances d'été. Le Bureau a en outre confié la présidence de ce comité de rédaction à M. Jesper Hjortenberg, et a invité M^{me} Sabine Gless à poursuivre ses travaux en qualité de rapporteure générale et experte scientifique de ce comité ;

- d'examiner et d'approuver le projet de mandat du comité de rédaction du CDPC sur l'élaboration d'un instrument juridique relatif à l'IA et au droit pénal en lien avec la conduite automatisée de véhicules tel qu'il a été établi par le Bureau, en y apportant une modification concernant la Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail du Comité de Ministres CM/Res(2021)3 nouvellement adoptée ;

8. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) – Échange de vues avec le président par intérim, M. Erik Verbert

- de prendre note de la liste des décisions de la 30^{e} réunion du PC-OC Mod (16-17 mars) et de la 79^{e} réunion plénière du PC-OC (4-6 mai 2021) ;

- de procéder à un échange de vues avec le président par intérim du PC-OC, M. Erik Verbert, sur les activités du comité ;

- de féliciter le ministère fédéral allemand de la Justice et de la Protection des consommateurs pour l'organisation réussie de la Conférence intitulée « Renforcement de la coopération internationale

en matière pénale : extradition et entraide judiciaire », qui s'est tenue le 5 mai sous les auspices de la Présidence allemande du Comité des Ministres ;

- de prendre note avec intérêt des discussions tenues avec la Commission européenne et le Parquet européen au sujet de la coopération avec le Parquet européen dans le cadre de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale et de ses Protocoles additionnels, ainsi que de l'élaboration d'un protocole visant à asseoir cette coopération sur une base juridique solide, et de se féliciter de l'accord conclu sur les mesures à prendre à l'avenir ;

- de prendre acte de l'élaboration des propositions de modernisation de la Convention d'entraide judiciaire ;

- de saluer l'adoption, par le PC-OC, de deux nouveaux outils pratiques : le formulaire type de demande d'extradition et les lignes directrices sur l'extradition, et le formulaire type pour l'échange des casiers judiciaires ;

- de prendre note de la réunion extraordinaire prévue en 2022 sur le recouvrement des avoirs, en coopération avec la COP 198 ;

9. Environnement et droit pénal – Échange de vues avec M. Thomas Grégoire, président du groupe de travail, et M^me^ Véronique Jaworski, experte scientifique

- de tenir un échange de vues avec M. Thomas Grégoire, président du groupe de travail sur l'environnement et le droit pénal (CDPC-EC), qui a fourni des informations sur l'issue des délibérations de la première réunion du groupe de travail, tenue les 20 et 21 avril 2021, et de la deuxième réunion, organisée le 15 juin 2021 en ligne, ainsi que de noter qu'il conviendrait de désigner davantage de participants à ce groupe de travail ;

- de prendre note du fait qu'une troisième réunion du groupe de travail est prévue avant la fin de l'année, au cours de laquelle l'experte scientifique et le secrétariat présenteront les grandes lignes d'une étude de faisabilité sur une éventuelle future convention ;

- de noter qu'une délégation a demandé au groupe de travail d'examiner la valeur ajoutée que pourrait apporter une nouvelle convention ;

10. Droits des victimes – Échange de vues avec M^me^ Suzan van der Aa et M. Antony Pemberton

- de procéder à un échange de vues avec M^me^ Suzan van der Aa et M. Antony Pemberton au sujet de leurs propositions concernant la mise à jour de la Recommandation Rec(2006)8 du Comité des Ministres sur l'assistance aux victimes d'infractions, et de remercier les consultants pour leur excellent travail et leurs propositions très intéressantes ;

- de constituer un groupe de travail qui serait chargé d'élaborer une recommandation traitant des droits des victimes en tenant compte des droits et de la position des auteurs d'infractions et des autres parties à la procédure pénale ;

- d'inviter les délégations intéressées à désigner un représentant au sein du groupe de travail, qui commencera ses travaux dès que possible ;

11. Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) – Échange de vues avec M. Alexander Seger, secrétaire du T-CY

- de prendre note des informations communiquées par le secrétaire du T-CY, M. Alexander Seger, en ce qui concerne l'état d'avancement de l'élaboration du deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest, qui a été approuvé par le T-CY en mai de cette année et qui a été transmis par le Comité des Ministres à l'APCE pour avis. L'adoption de cet instrument par le CM

est prévue en novembre de cette année, et il devrait être ouvert à la signature en mars de l'année prochaine ;

12. Redynamiser les travaux du Conseil de l'Europe en matière de justice pénale, notamment en ce qui concerne les articles 5 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Proposition du Royaume-Uni

- de faire part de son intérêt pour la question abordée par le document britannique visant à redynamiser les travaux du Conseil de l'Europe en matière de justice pénale (réaffirmant l'importance des protections préalables au procès prévues à l'article 5 de la convention et les principes énoncés à l'article 6) ;

- d'accepter que la délégation britannique prépare un projet de déclaration (avec la contribution d'autres délégations, du président et du secrétariat) qui sera examiné à la prochaine réunion du Bureau qui se tiendra en octobre 2021 ; ce dernier fera ensuite rapport à la plénière du CDPC qui aura lieu en décembre 2021 ;

13. Points d'information

- de prendre note des informations communiquées par le secrétariat en ce qui concerne les points d'information a. à c.

a. Médicrime

b. Terrorisme

c. Convention du Conseil de l'Europe sur les infractions visant des biens culturels

14. Questions diverses

- d'appeler une nouvelle fois les membres du CDPC à se porter candidats pour prendre part aux travaux du nouveau Comité de rédaction sur la traite aux fins d'exploitation par le travail (DH-TET) ;

15. Dates de la prochaine réunion

- de tenir sa prochaine réunion plénière du 7 au 9 décembre 2021.

Annexe I

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 30 June 2021
[CDPC plenary/2021 plenary_1/cdpc list of participants] CDPC(2021)LP Fin(Bil)

EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS
COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS
(CDPC)

79th Plenary Session / 79ème Session plénière

28-30 June / 28-30 juin 2021

Council of Europe / Conseil de l'Europe, Strasbourg
Teleconference

List of participants / liste des participants

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE
**No nomination / Pas de nomination

ANDORRA / ANDORRE
M. Alfons C. ALBERCA SANVICENS, General Prosecutor, Baixada del Molí, 2-4, Andorra la Vella AD500

Mme Núria GARCIA VAL, Deputy Prosecutor, Baixada del Molí, 2-4, Andorra la Vella AD500

ARMENIA / ARMÉNIE
Mr Hovhannes POGHOSYAN, Deputy Head of Headquarters, Head of International Cooperation Department, Police of the Republic of Armenia, 0025 YEREVAN, str.Nalbandyan 130, Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE
Hon.-Prof. Dr. Fritz ZEDER, Head of Unit IV.2, Federal Ministry of Justice, Museumstrasse 7, A- 1070 Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN
Mr Emin NASIBOV, Senior Advisor, Department for Coordination of Law Enforcement Agencies and military issues, Administration of the President of the Republic of Azerbaijan

BELGIUM / BELGIQUE
M. Steven LIMBOURG, Adviseur-generaal, Service public fédéral Justice, Direction générale Législation, Direction Pénale, Waterloolaan 115, boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE
Mr Nenad EŠPEK, Expert associate in the Section for Combating Organized Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina, Trg Bosne i Hercegovine 1, 71 000 Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE
**No nomination / Pas de nomination

CROATIA / CROATIE
Mr Dinko KOVAČEVIĆ, Ministry of Justice and Administration, Ulica grada Vukovara 49, 10 000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE
Ms Elena KLEOPA, Attorney of the Republic, Head of the Criminal Division, Law Office of the Republic of Cyprus, Apelli 1, 1403 Nicosia, Cyprus

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Ms Helena KLIMA LIŠUCHOVÁ, Acting Head of International Cooperation and EU Department, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, 128 10 Praha 2

DENMARK / DANEMARK **Chair of the CDPC/ Président du CDPC**

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

Ms Nina-Maria HANSEN, Legal Special Consultant, Danish Department of Prison and Probation, Strandgade 100, DK – 1401 Copenhagen K

ESTONIA / ESTONIE

Mr Markus KÄRNER, Deputy Secretary General, Criminal Policy Department, Ministry of Justice, Republic of Estonia, Suur-Ameerika 1, 10122 Tallinn

FINLAND / FINLANDE **Vice-Chair of the CDPC / Vice-Présidente du CDPC**

Ms Katariina JAHKOLA, Counsellor of Government/Head of the Prosecution and Criminal Sanctions Unit, Ministry of Justice, POB 25, FIN - 00023 GOVERNMENT

Ms Paulina TALLROTH, Government Counsellor, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Ministry of Justice, PL 25, Eteläesplanadi 10, FIN-00023 Government

FRANCE

M. Thomas GREGOIRE, Ministère de la justice, Chef du bureau de la négociation pénale européenne et internationale, Head of the European and international negotiations in criminal matters office, 13 place Vendôme, 75042 PARIS Cedex

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Givi BAGDAVADZE, Head, International Cooperation Unit, Office of the Prosecutor General of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Dr. Martina REISER, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection, Mohrenstraße 37, 10117, Berlin

Dr. Garonne BEZJAK, Head of Unit II B 6, Division for the European Prosecutor's Office, European Criminal Law Policy, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection, Mohrenstraße 37, 10117 Berlin

GREECE / GRÈCE

Ms Kalliopi THEOLOGITOU, Hellenic Ministry of Justice, Deputy Public Prosecutor of the Court of Appeal, Patras

HUNGARY / HONGRIE

Dr. Nikoletta VÖRÖS, Legal Expert at the Department of International Criminal Law of the Ministry of Justice, 1055 Budapest, Kossuth Lajos tér 2-4

ICELAND / ISLANDE

**No nomination / Pas de nomination

IRELAND / IRLANDE
Ms Ursula STAPLETON, Assistant Principal Officer, European Affairs, Department of Justice and Equality, 51 Faiche Stiabhna, Baile Átha Cliath 2, D02 HK52, 51 St Stephen's Green, Dublin 2, D02 HK52

Chris QUATTROCIOCCHI, Assistant Principla Officer, European Affairs, Department of Justice and Equality, 51 Faiche Stiabhna, Baile Átha Cliath 2, D02 HK52, 51 St Stephen's Green, Dublin 2, D02 HK52

ITALY / ITALIE
Lorenzo SALAZAR, Deputy Attorney General, Attorney General's Office to the Naples Court of Appeal, Sostituto Procuratore Generale, Procura Generale presso la Corte di Appello di Napoli, Punto di contatto della Rete Giudiziaria Europea e Corrispondente nazionale per Eurojust, Palazzo di Giustizia, P.zza Cenni 1 - 80143 Napoli (NA)

LATVIA / LETTONIE
Ms Indra GRATKOVSKA, Director, Criminal Law Department, Ministry of Justice, Brivibas blvd. 36, LV – 1536 RIGA

LIECHTENSTEIN
**No nomination / Pas de nomination

LITHUANIA / LITUANIE
Mr Tautvydas ŽĖKAS, Senior advisor of Criminal Justice Group, Ministry of Justice of the Republic of Lithuania, Gedimino pr. 30, LT-01104 Vilnius

LUXEMBOURG
**No nomination / Pas de nomination

MALTA / MALTE
Dr. Stefano FILLETTI, Head of Criminal Law Department, Faculty of Laws, University of Malta, Msida MSD 2080

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
Ms Diana ROTUNDU, Prosecutor-Chief of the Unit of International Cooperation and European Integration, General Prosecutor's Office of the Republic of Moldova

Ms Vica RUSU, Chief officer, Department of policies on preventing and combating crimes, Ministry of Internal Affairs, Chisinau

MONACO
**No nomination / Pas de nomination

MONTENEGRO
**No nomination / Pas de nomination

NETHERLANDS / PAYS-BAS
Mrs Joyce DREESSEN, Senior Legal Adviser, Ministry of Justice and Security, Directorate of Legislation, Department of Criminal Law and Sanctions, Turfmarkt 147, 2511 DP, P.O. Box 20301, 2500 EH, The Hague

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD
Ms Nikolina MIKESKA KOSTADINOVSKA, Head of Unit - Judicial Sektor, Ministry of Justice, Republic of North Macedonia

NORWAY / NORVÈGE
**No nomination / Pas de nomination

POLAND / POLOGNE
Dr. Sławomir BUCZMA, Seconded National Expert to the JITs Network Secretariat at EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB, The Hague, The Netherlands

Ms Katarzyna NASZCZYŃSKA, Deputy Director - Judge, Legislation Department of Criminal Law, Ministry of Justice, WARSAW

Ms Natalia HAJDASZ, Expert, European and International Criminal Law Division, Legislation Department of Criminal Law, Ministry of Justice, WARSAW

PORTUGAL
Mr António FOLGADO, Legal Adviser, Cabinet of the Minister for Justice

ROMANIA / ROUMANIE
**No nomination / Pas de nomination

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Mr Sergey TARASENKO, Deputy Director of the Department of New Challenges and Threats, Ministry of the Foreign Affairs of the Russian Federation, Head of the Delegation

Ms Irina SILKINA, Head of Unit of the Department of New Challenges and Threats, Ministry of the Foreign Affairs of the Russian Federation

Ms Tatiana GRIGOREVA, Senior Inspector of the International Legal Assistance Unit of the International Cooperation Division of the Inverstigation Comittee of the Russian Federation

Ms Tatiana VARICHEVA, Senior Executive Officer at large of the Russian National Focal Point to the Europol of the National Central Bureau of the Interpol of the Ministry of Interior of the Russian Federation

Mr Marat DZAGOEV , Senior Inspector of the International Organisations Interraction Unit of the International Cooperation Division of the Ministry of Interior of the Russian Federation;

Ms Irina KURASHOVA, Executive Officer of the National Central Bureau of the Interpol of the Ministry of Interior of the Russian Federation

Mr Anton MITYAEV, Deputy Head of the Legal Division - Head of Service of the Human Righs Compliance in Criminal Penitentiary System and Information Provosion of the Criminal Penitentiary Law Execution

Mr Nikita SOKOLOV, Deputy Head of the International Unit, Federal Penitentiary Service of the of the Russian Federation

Mr Sergei ANISIMOV, Senior Specialist of the International Unit, Federal Penitentiary Service of the of the Russian Federation

SAN MARINO / SAINT-MARIN
**No nomination / Pas de nomination

SERBIA / SERBIE
Mr Jovan ĆOSIĆ, Assistant Minister, Department for Normative Affaires, Ministry of Justice of The Republic of Serbia, 22-26 Nemanjina str., 11000 Belgrade

Ms Neda MARKOVIĆ, Ministry of Justice, Department for Normative Affairs, Senior Advisor, Ministry of Justice, Nemanjina Street 22-26, Belgrade

Mr Bozidar BLAGOJEVIĆ, Senior Adviser, Sector for Normative Affairs, Ministry of Justice, Nemanjina Street 22-26, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE
Mr Alexander KUNOŠÍK, Director of the Judicial Cooperation in Criminal Matters Division, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Račianska 71, 831 02, Bratislava

SLOVENIA / SLOVÉNIE
Mr Helmut HARTMAN, Legal adviser and Co-agent ECHR, Permanent Representation of the Republic of Slovenia to the Council of Europe, Représentation permanente de la République de Slovénie aupres du Counseil de l'Europem 40, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg

SPAIN / ESPAGNE
Mme Miriam BAHAMONDE BLANCO, Procureure et Conseillère auprès de la Direction Générale de la Coopération Juridique Internationale et des Droits de l'Homme du Ministère de la Justice de l'Espagne

SWEDEN / SUÈDE
Ms Johanna GUSTAFSSON, Deputy Director, Division for Criminal Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE
M. Bernardo STADELMANN
Juriste, Sous-directeur, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Chef du Domaine de direction Droit pénal, Bundesrain 20, CH-3003 Berne

M. Olivier GONIN, Collaborateur scientifique, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, 3003 Berne

TURKEY / TURQUIE
Mr Güray GÜÇLÜ, Counsellor (Rapporteur Judge), Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe

Mr Taha Emre BAŞBAY, Rapporteur Judge, Directorate General for Foreign Relations and European Union Affairs

UKRAINE
**No nomination / Pas de nomination

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul AHEARN, Head, International Criminal Justice, Ministry of Justice, 102 Petty France, London SW1H 9AJ, United Kingdom

Mr Andrew THOMPSON, Senior Policy Adviser, International Criminal Law, Ministry of Justice

Ms Lucy MCLAUGHLIN, International Engagement Unit, International Strategy, Engagement and Devolution Directorate, Home Office

Mr Rob LINHAM, Deputy Permanent Representative and Legal Councillor, Foreign, Commonwealth and Development Office

Ms Megan SMITH, Council of Europe Desk Officer, Foreign, Commonwealth and Development Office

Ms Georgina HARMSWORTH, Deputy Head, European Institutions, Open Societies and Human Rights, Foreign, Commonwealth and Development Office

* * * * *

OBSERVERS WITH THE COMMITTEE /
OBSERVATEURS AUPRES DU COMITE

MOROCCO / MAROC

M. Ayoub ABOUJAAFAR, Juge détaché à la direction des affaires pénales et des grâces, Ministère de la Justice, Amal 5 N° 1128 CYM RABAT, Post code 10140

M. Hafid BAHADDOU, Avocat Général près la cour de cassation, détaché à la Présidence du ministère public, Chef du département de la coopération Judicaire internationale

* * * * *

CDPC BUREAU / BUREAU DU CDPC
(CDPC-BU)

DENMARK / DANEMARK — **Chair of the CDPC/ Président du CDPC**
Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

FINLAND / FINLANDE — **Vice-Chair of the CDPC / Vice-Présidente du CDPC**
Ms Katariina JAHKOLA, Ministry of Justice, Counsellor of Government/Head of the Prosecution and Criminal Sanctions Unit, POB 25, FIN - 00023 GOVERNMENT

FRANCE
M. Thomas GREGOIRE, Chef du bureau de la négociation pénale européenne et internationale, Head of the European and international negotiations in criminal matters office, Ministère de la justice, 13 place Vendôme, 75042 PARIS Cedex

GERMANY / ALLEMAGNE
Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

POLAND / POLOGNE
Dr. Sławomir BUCZMA, Seconded National Expert to the JITs Network Secretariat at EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

PORTUGAL
Mr António FOLGADO, Head of Division for Criminal Justice, International Affairs Department, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE
Mr Alexander KUNOŠÍK, Director of the Judicial Cooperation in Criminal Matters Division, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Račianska 71, 831 02, Bratislava

* * * * *

COMMITTEE OF EXPERTS ON THE OPERATION OF EUROPEAN CONVENTIONS ON CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS / COMITE D'EXPERTS SUR LE FONCTIONNEMENT DES CONVENTIONS EUROPEENNES DANS LE DOMAINE PENAL (PC-OC)

Mr Erik VERBERT — **Chair *ad interim* / Président *ad interimw***
Senior Deputy Legal Adviser, Central Authority, DG Legislation, Ministry Federal Public Service Justice, 115 Boulevard de Waterloo, B - 1000 BRUSSELS

COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / CONSEIL DE COOPERATION PENOLOGIQUE (PC-CP)

Mme Annie DEVOS **Chair of the PC-CP / Président du PC-CP**
Administratrice générale des Maisons de Justice, Fédération Wallonie-Bruxelles, 68A rue du Commerce, B-1040 Bruxelles, Belgique

STEERING COMMITTEE ON ANTI-DISCRIMINATION, DIVERSITY AND INCLUSION / COMITÉ DIRECTEUR SUR L'ANTI-DISCRIMINATION, LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION (CDADI)

Mr Triantafillos LOUKARELIS, Chair of the Committee

* * * * *

OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE / OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE
Maître Jean PAILLOT, Avocat au Barreau de Strasbourg, 7 rue Brûlée, 67000 Strasbourg

MEXICO / MEXIQUE
Mr César GARCÍA MONDRAGÓN, General Director of the Office of Legal Affairs, the Mexican Ministry of Foreign Affairs

Ms Bertha SÁNCHEZ MIRANDA, Director for International Legal Assistance

Mr Roberto REYES MIRAMONTES, Deputy Director of Legal Assistance

Mr César Felipe CEBALLOS CORRAL, UNDP Consultant

Mme Yolanda ITZEL CHÁVEZ RIVERA, Subdirectora de área, Dirección General de Cooperación Internacional de la Fiscalia General de la República / Deputy Director of the area, General Directorate for International Cooperation of the Attorney General's Office

EXPERTS / INTERVENANTS

Mme Véronique JAWORSKI, Senior Lecturer, University of Strasbourg, Researcher at the SAGE political social sciences laboratory / Maître de conférence HDR à l'Université de Strasbourg, Chercheur à SAGE

Prof. dr. Antony PEMBERTON, Senior Researcher NSCR, Amsterdam, Professor of Restorative Justice, Leuven Institute of Criminology, KU Leuven, Professor of Victimology, Tilburg University

* * * * *

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate General of Human Rights and Rule of Law /
Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit

Mr Jan KLEIJSSEN	Director, Information Society and Action against Crime Directorate / Directeur, Direction de la Société de l'Information et de la Lutte contre la Criminalité
Ms Hanne JUNCHER	Head of the Action against Crime Department / Chef de la Service de la Lutte contre la Criminalité
Mr Carlo CHIAROMONTE	Head of Criminal Law Division / **Secretary to the CDPC** Chef de la Division du droit pénal / **Secrétaire du CDPC**
Ms Ilina TANEVA	Deputy Head of Criminal Law Division / **Co-Secretary to the CDPC**, Secretary to the PC-CP Chef adjoint de la Division du droit pénal / **Co-secrétaire du CDPC**, Secrétaire du PC-CP
Ms Anita VAN DE KAR-BACHELET	Administrative Officer / Administrateur Secretary to the PC-OC / Secrétaire du PC-OC
Ms Phoebe JAMIESON	Administrative Officer / Administrateur
Ms Louise RIONDEL	Administrative Officer / Administrateur
Mr Oscar ALARCON JIMENEZ	Administrative Officer / Administrateur
Mr Kristian BARTHOLIN	Administrative Officer / Administrateur Co-Secretary to the CAHAI / Co-secrétaire du CAHAI
Mr Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee (T-CY) / Secrétaire Exécutif du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) Head of Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C-PROC) / Chef du Bureau de Programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) Head of Cybercrime Division / Chef de la Division Cybercriminalité
Ms Livia STOICA BECHT	Head of Division for Legal Co-operation, Justice and Legal Co-operation Department / Chef de la Division pour la coopération juridique, Service de la coopération judiciaire et juridique Secretary to the European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Secrétaire du Comité européen de coopération juridique (CDCJ)
Ms Marjaliisa JÄÄSKELÄINEN	Assistant / Assistante

Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Mr Wolfram BECHTEL	Administrative Officer / Administrateur Roma and Travellers Team / Equipe Rom et gens du voyage Co-Secretary to the CDADI / Co-secrétaire du CDADI

Mr Stefano VALENTI	Head of No Hate Speech and cooperation Unit, Directorate of Anti-discrimination / Chef de l'unité Non au discours de haine et Coopération, Direction de l'anti-discrimination

Congress of Local and Regional Authorities /
Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Mr Roman CHLAPAK	Secretary of the Governance Committee / Secrétaire de Commission de la Gouvernance

Registry of the European Court of Human Rights /
Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme

Mr Kresimir KAMBER	Lawyer / juriste

Interpreters / Interprètes

Mme Bettina LUDEWIG
Mme Isabelle MARCHINI

Annexe II

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 05 septembre 2021 CDPC(2021)OJ1

Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)

79ème Session plénière

Ordre du jour

Téléconférence, 28-30 juin 2021

Ouverture à 14h00 (test à 13h30), lundi
Clôture à 17h, mercredi

1. Ouverture de la réunion par M. Jan Kleijssen, Directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

2. Adoption du projet d'ordre du jour

CDPC(2021)6	Ordre du jour annoté
Ordre des travaux	Ordre des travaux

3. Informations par le Président, les délégations du CDPC et le Secrétariat

CDPC-BU(2021)3	Liste des décisions de la réunion du Bureau du CDPC, 4-5 mars 2021
CDPC(2020)11	Liste des décisions de la 78ème Réunion plénière du CDPC, 3-4 novembre 2020
SG/Inf(2020)34	Cadre stratégique du Conseil de l'Europe

4. Activités achevées, en cours et futures du CDPC

Projet de Mandat	**a. Projet de Mandat du CDPC (2022-2025)**
CDPC(2019)9Fin	**b. Plan d'action de trafic illicite de migrants**

c. Protection des témoins et collaborateurs de justice

CDPC-PWCJ(2021)02	Rapport de la 2nde réunion du Groupe de rédaction chargé de réviser la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice, 7 mai 2021
CDPC-PWCJ(2021)01	Projet de Recommandation Rec(2005)9 mise à jour

	5. Crime de haine
Projet de mandat	Projet de mandat du Groupe de travail
	6. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – Echange de vues avec la Présidente, Mme Annie Devos
PC-CP(2019)3Rév14	**a. Projet de Recommandation concernant l'évaluation, la gestion et la réinsertion des personnes accusées ou reconnues coupables d'une infraction sexuelle et son exposé des motifs**
Projet de programme	**b. 26ème Conférence des Directeurs des services pénitentiaires et de probation du Conseil de l'Europe (CDPPS) (20-21 septembre 2021, Portugal)**
Site internet de la Conférence	**25ème Conférence des Directeurs des services pénitentiaires et de probation du Conseil de l'Europe (CDPPS) (9-10 novembre 2020)**
EFRJ demande de statut d'observateur auprès du PC-CP EPSU demande de statut d'observateur ICPA_correpondance_HM_190620	**c. Demande de statut d'observateur**
PC-CP(2021)2	Liste de critères pour l'octroi du statut d'observateur auprès du PC-CP
	d. Éléments d'information
PC-CP(2021)3 (en anglais uniquement) Présentation IA Hakan Klarin, Suède (en anglais uniquement)	Lignes directrices éthiques pour l'utilisation de l'intelligence artificielle par les services pénitentiaires et de probation ou par des entreprises privées agissant en leur nom
PC-CP(2021)4 (en anglais uniquement)	Réponses au questionnaire - Enquête sur les troubles mentaux et handicaps des personnes en détention
PC-CP(2021)Misc2 (réponses originales en français)	
PC-CP(2021)Misc3 (réponse originale en allemand)	

PC-CP(2021)5 (en anglais uniquement)	Réponses au questionnaire - Enquête sur les troubles mentaux et handicaps des personnes sous probation
PC-CP (2021) Misc 1 (Réponses originales en français)	
PC-CP(2021)8 (en anglais uniquement)	Analyse préliminaire des données recueillies à partir des questionnaires sur la santé mentale (en anglais uniquement)
Présentation par Charlie Brooker (en anglais uniquement)	
Site internet	Statistiques SPACE 2020
Présentation par Marcelo Aebi	
PC-CP(2021)10	Rapport sommaire de la 27ème réunion du groupe de travail du PC-CP (hybride), 11-12 May 2021
PC-CP(2021)OJ2	Ordre du jour de la 27ème réunion du groupe de travail du PC-CP (hybride), 11-12 May 2021
PC-CP(2021)1	Rapport sommaire de la 26ème réunion du groupe de travail du PC-CP, 3-4 Février 2021
PC-CP(2021)OJ1	Ordre du jour de la 26ème réunion du groupe de travail du PC-CP (hybride), 3-4 Février 2021
Projet de mandat	Projet de Mandat du PC-CP (2022-2025)
PC-CP(2020)10Rév	Déclarations complémentaires sur la Covid-19
	7. Intelligence artificielle et droit pénal
CDPC(2021)2	Mandat du groupe de travail
CDPC(2020)3rév	Étude de faisabilité d'un futur instrument du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et le droit pénal
CAHAI(2020)23	Etude de faisabilité du Comité Ad Hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI)

8. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) – Echange de vues avec le Président ad interim, M. Erik Verbert

PC-OC Mod(2021)02	Liste des décisions de la 30ème réunion du PC-OC Mod, 16-17 mars 2021
PC-OC(2021)OJ1	Ordre du jour de la 79me réunion plénière, 4-6 mai 2021
PC-OC(2021)05	Liste des décisions de la 79ème réunion plénière, 4-6 mai 2021
PC-OC (2021) 04rev	Lignes directrices du PC-OC et modèle de demande d'extradition
PC-OC (2020)01rev2Bil	Formulaire standard pour l'échange de casiers judiciaires
Programme	Conférence « Renforcement de la coopération internationale en matière pénale : extradition et entraide judiciaire »
Projet de Mandat	Projet de Mandat du PC-OC (2022-2025)

9. Environnement et droit pénal

CDPC-EC(2021)1	Rapport de la 1ère réunion du groupe de travail, 20-21 avril 2021
CDPC(2021)4	Document de discussion sur la protection de l'environnement par le droit pénal
CDPC(2020)9	Document de travail sur la protection de l'environnement par le droit pénal

10. Droits des Victimes – Echange de vues avec Prof. Suzan van der Aa et Prof. Antony Pemberton

CDPC(2021)1	Proposition pour une mise à jour de la Recommandation Rec(2006)8 du CM aux Etats membres sur l'assistance aux victimes de la criminalité (par les Professeurs Suzan van der Aa et Antony Pemberton)

11. Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) – Echange de vues avec M. Alexander Seger, Secrétaire du T-CY

T-CY(2020)7 — Deuxième protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation de preuves électroniques

CDPC(2021)5 Bil. — Avis préparé par le PC-OC et approuvé par le CDPC sur les dispositions du projet de deuxième protocole additionnel à la Convention sur la Cybercriminalité (STCE n°185)

Note libre du Royaume-Uni

12. Revitaliser les travaux du Conseil de l'Europe en matière de justice pénale, notamment pour ce qui concerne les articles 5 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Proposition du Royaume-Uni

13. Points d'informations

a. Médicrime

T-MEDICRIME(2021) LD_F — Rapport de la réunion plénière du Comité des Parties, 26-28 mai 2021

b. Terrorisme

CDCT(2021)07 — Rapport de la 6e réunion plénière du CDCT, 18-20 mai 2021

Convention
site web

c. Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels

14. Divers

15. Dates des prochaines réunions